

## Céréales : La France court à la catastrophe.

### La souveraineté alimentaire du pays est gravement menacée.

Alors que les récoltes se poursuivent en France tout au long de l'été, **les perspectives de rendement sont extrêmement inquiétantes**. La qualité des grains est inférieure aux normes ce qui provoque des réfections et pour ne rien arranger, les producteurs doivent faire face à la concurrence des prix de la mer Noire contre laquelle ils ne peuvent pas lutter. La pluviométrie exceptionnelle ces derniers mois est une des explications de cette situation désastreuse.

#### Face à cette situation, la CR demande des mesures exceptionnelles au ministère

Sans céréaliers sur notre territoire, c'est la souveraineté alimentaire du pays qui est menacée. Pas de céréales, pas de pain, pas d'aliments pour nourrir les troupeaux...

- **La Coordination Rurale demande à rencontrer le ministre de l'Agriculture, même démissionnaire, dans les plus brefs délais** afin de réfléchir à un plan de sauvetage des exploitations céréalières.
- **Une cellule de veille avec les syndicats** doit également être mise en place au ministère afin de mutualiser les informations et d'assurer l'efficacité des remontées de terrain.
- La CR demande par ailleurs la **convocation de réunion de crise dans chaque département** pour accompagner les producteurs le plus localement possible.

La Coordination Rurale plaide pour une année blanche de cotisations MSA, ainsi qu'une année blanche au niveau des banques. Cette solution s'impose d'urgence, les céréaliers ne pourront pas payer.

Enfin, la Coordination Rurale continue de demander l'application des clauses miroirs et la fin de la concurrence déloyale importée d'Ukraine et des autres pays qui ne respectent pas nos normes. Ces pays, le Brésil, l'Argentine, l'Ukraine, l'Espagne... au contraire de la France, enregistrent de très bons rendements. La situation mondiale est bonne, la France risque donc d'accuser un coup fatal si les prix payés aux céréaliers français ne sont pas protégés !

1/2

## Un point sur la situation française :

### Un effondrement de la production ...

En moyenne, les producteurs français récoltent 30 % de céréales en moins par rapport à 2023. Dans le Gers, les céréaliers récoltent en moyenne entre 40 et 45 quintaux de blé à l'hectare, certains atteignent même péniblement les 30 quintaux contre 60/65 quintaux habituellement.

### ... Couplé à une hausse des coûts de production.

Les intrants étaient au maximum de leur prix cette année. En 2023, les céréaliers ont accusé le coût d'un GNR à plus d'1€ HT le litre qui a parfois atteint plus d'1€40 TTC. Cette baisse des rendements survient dans un moment déjà fragile pour les exploitations.

### Une qualité en baisse et une concurrence déloyale qui tirent les prix vers le bas.

Pour ne rien arranger, la valeur nutritionnelle des récoltes de 2024 est en baisse. Le PS (poids spécifique) n'atteint pas les 76 kg/hl habituels. Les producteurs sont donc contraints de vendre leur production moins chère que les autres années, les critères de qualité du blé n'étant pas au rendez-vous pour une fabrication meunière. **C'est la double peine : les céréaliers vont vendre moins et moins cher cette année ! La situation est catastrophique.**

Or, pour pallier ces baisses drastiques de rendement, les prix devraient au contraire être augmentés de 30% pour conserver la même rentabilité, sachant que les céréaliers français avaient déjà subi des baisses de prix de 20% l'année passée. La situation était déjà critique pour eux. "Cette année est la pire année vécue pour les céréaliers depuis bien longtemps", s'inquiète Patrick Legras, porte-parole de la Coordination Rurale, et spécialiste du dossier.

La concurrence venue d'Ukraine doit aussi être abordée. Depuis 2022, les tonnes de blé ukrainien qui abondent sur le marché français tuent notre filière céréalière. "On ne peut pas lutter face à des fermes de 10 ou 15 000 hectares qui bénéficient de coûts de production deux fois moins élevés qu'en France et qui utilisent par ailleurs des produits interdits chez nous !", déplore Lionel Candelon, président de la Coordination Rurale du Gers.

2/2